

Motion des responsables d'années et de licences de l'UFR SHS

09/12/2018

A travers sa présente réforme, le gouvernement ouvre la voie à de nouvelles formes de sélection à l'entrée à l'université, sans résoudre aucun des problèmes de fond qui pèsent sur l'enseignement supérieur depuis de nombreuses années. Nous affirmons notre opposition à cette réforme bâclée et précipitée qui n'offrira ni plus de places aux néo-bacheliers, ni les moyens suffisants que méritent les étudiants et nous refusons d'y participer d'une manière quelconque, notamment en faisant remonter les « éléments pris en compte pour examiner les vœux ».

L'accueil de tous les bacheliers qui le souhaitent dans la filière de leur choix, de même que leur réussite une fois entrés à l'université, implique une augmentation massive des moyens matériels et humains. Nous nous inquiétons d'ailleurs aussi des réformes prévues au niveau du secondaire qui tendront à ne plus faire du baccalauréat un diplôme exigeant à valeur nationale

Nous affirmons la nécessité de créer les postes d'enseignants et de personnels administratifs qui manquent pour offrir aux nouvelles générations d'étudiants un enseignement de qualité et d'engager un plan d'investissement massif pour pallier le manque de locaux et de structures universitaires. À l'UPEM, ce sont 200 postes qui manquent, de l'aveu même du ministère. Le préalable à toute réforme est de donner les moyens aux équipes pédagogiques et administratives de faire leur travail dans de bonnes conditions.

En rejetant sur les universités la responsabilité du tri des étudiants comme seule solution pour faire face à un contexte de pénurie, le gouvernement ouvre la voie au développement des filières sélectives. Chaque université pourra classer les lycéens en fonction de critères locaux et qui ne seront pas plus lisibles que ceux d'APB. Cela risque de renforcer les inégalités sociales et territoriales. **Nous réaffirmons avec force que l'accès à l'université doit rester ouvert à tous les titulaires d'un baccalauréat dans la filière de leur choix.** Le gouvernement, qui prétend ne pas remettre en cause ce droit, ouvre en réalité une brèche contraignant chaque université à procéder à une sélection.

Parce que nous voulons un enseignement supérieur de qualité, nous nous opposons à cette réforme.